

La République – République Laïcité

Respectable Loge, Fraternité 89, Orient de Périgueux, Région 16

Mots clefs : Démocratie, Liberté, Constitution

Problématique en jeu

Les temps de crise sont favorables à l'exécutif du fait de la sensation qu'il faut agir de façon rapide. Il est cependant important que s'exerce un contrôle démocratique sur les actions du gouvernement. D'une part pour éviter que des mesures d'urgence ne s'institutionnalisent dans la durée ; d'autre part parce qu'il n'est pas acquis que l'exécutif agisse de façon cohérente et efficace ni qu'il parle vrai.

Analyse de la situation : Parlement, suffrage et participation électorale, Justice, confiance

Le jour d'après ne doit-il pas aussi être une occasion pour lancer un chantier de réforme constitutionnelle dans le sens d'une extension d'un contrôle démocratique sur les institutions ? Il serait salubre que le parlement joue à nouveau son rôle et n'empile pas des lois de circonstance qui ne seront jamais appliquées faute de décrets d'application.

Il serait salubre que les citoyens retrouvent le chemin des urnes mais pour cela il faudrait qu'ils retrouvent de la confiance dans la classe politique. Les passe-droits, l'enrichissement personnel, la fraude fiscale (y compris, bien qu'ils restent appréciés, les Maires qui utilisent en particulier leur fonction pour profiter du PLU), une justice qui joue mal son rôle (que vous soyez puissant ou misérable...), jettent le discrédit sur toute la classe politique. Il est impératif, pour que ceux qui nous gouvernent retrouvent de la crédibilité, que tout manquement à l'éthique soit sanctionné. Il serait aussi salubre que les citoyens mieux informés ne soient pas complices de leurs édiles en réalisant ceux qui ont été jugés et condamnés pour en particulier enrichissement au dépend de la communauté. Il est navrant que le « discours sur la servitude volontaire » ait encore une actualité : le secret de toute domination est de faire participer les dominés à leur domination. Il est aussi impératif que les engagements électoraux soient respectés et que cesse le cynisme des candidats qui ont cette idée bien ancrée « les promesses n'engagent que ceux qui y croient ». Une formation, à l'école (en 3^{ème}, en seconde ?), sur les institutions serait une bonne chose. Une heure existe, sous l'appellation connaissance des institutions publiques en Lycée professionnel, alors pourquoi pas dans les autres formations ?

Depuis l'époque Reagan/Thatcher et la mondialisation sauvage des économies au nom de l'efficacité, l'impuissance des états face aux pouvoirs financiers et aux entreprises transnationales, non combattue, sauf par le verbe, par les gouvernements, n'incite pas à aller voter.

Le confinement et le dé-confinement ont donné lieu à une valse de réglementations, plus ou moins contradictoires, technocratiques sans consultation des usagers qui auraient pu les rendre plus proches du terrain donc plus efficaces. Si on peut considérer que pour le confinement il fallait que la rapidité prime, le dé-confinement, qui en découlait nécessairement, était, lui à réfléchir dans la concertation, dès le lendemain, en y associant les acteurs locaux (élus, les associations...)

Or ce qui a prévalu et qui ne devrait pas se reproduire dans une démocratie adulte c'est la mise à l'écart des citoyens qui ont été infantilisés par les mensonges et certaines mesures prises comme par exemple l'auto-autorisation de sortie

Propositions : service public est la propriété de ceux qui n'en ont pas, concertation, Service public, Service d'intérêt général

« Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu... sont des biens précieux. Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés hors du marché ». E. Macron le 12 mars 2020

Les services publics, jusqu'à la pandémie, étaient présentés par les gouvernements et les médias dominants qui sont aux mains de ces mêmes gouvernements ou des puissances d'argent, comme des coûts qu'il fallait baisser « quoi qu'il en coûte » en réduisant les services à la population, en particulier la population rurale ou périurbaine. La dématérialisation laisse de côté une partie de la population faute d'infrastructures ou de moyens financiers pour équiper la famille, ou de compétence pour utiliser les outils.

Il faudrait faire d'internet un service public ou un service d'intérêt général gratuit car la puissance publique en fermant les services de proximité fait obligation d'y être abonné pour effectuer certaines démarches. Des boutiques se sont ouvertes, bel exemple de privatisation du service public, pour effectuer ces démarches administratives dématérialisées (carte grise, permis de conduire...).

Les droits fondamentaux (santé, accès à l'eau,) doivent primer sur les considérations commerciales (droit du commerce, droit de la concurrence, droit des affaires). Or certains traités internationaux ratifiés par la France peuvent constituer des menaces en ce domaine. Pour les Etats Unis tout est privé et le reste du monde doit se plier à sa doctrine au nom d'une concurrence non faussée. Ainsi Trump a enjoint à Johnson de privatiser la santé en Grande Bretagne pour lui apporter son soutien.

Traçage :

Nous n'avons pas besoin de technologies qui nous déresponsabilisent en disant et en décidant à notre place où nous pouvons aller. Ce dont nous avons besoin, c'est d'exercer notre responsabilité personnelle pour pallier les défaillances et le cynisme des dirigeants.

Cette crise met une fois de plus en évidence le problème de la dépendance des peuples envers un système d'approvisionnement industriel qui saccage le monde et affaiblit notre capacité à nous opposer concrètement aux injustices sociales.

Nous, francs-maçons, pensons que tout ce qui est possible n'est pas souhaitable parce qu'il y a une limite et cette limite, c'est le droit de l'autre, d'être l'autre radicalement c'est à dire pour lui-même.

Il n'y a pas de liberté individuelle s'il n'y a pas la part d'ombre dans laquelle l'individu se déploie au moins autant que dans la lumière, les deux vont ensemble pour constituer la personne humaine.